

Programme Pérou de Développement et Paix

C'est en septembre 2008 que le Carrefour Jeunesse emploi de l'Outaouais (CJEO) organisait un souper de solidarité à Gatineau. Invité : Humberto Ortiz, économiste et dirigeant d'organisations péruviennes soutenues par Développement et Paix. C'est dans le cadre de ce souper de solidarité que le CJEO annonçait sa contribution au Fonds Solidarité Sud pour une durée de 5 ans avec un minimum de \$5,000.00 par année. À l'occasion de ce souper, la cinquantaine de personnes présentes ont reçu ce texte d'information préparé par le Service de promotion de Développement et Paix en collaboration avec la direction du Fonds.

Le Pérou est un pays à forte concentration autochtone: près de 50% de la population totale, selon certaines sources. C'est aussi un pays de très grande pauvreté : selon l'Institut Bartolomé de las Casas de Lima, 30% de la population y souffre de la faim et de la malnutrition, alors que 25% de la population n'ont aucun accès au système de santé. Paradoxalement, le Pérou est aussi un pays qui affiche une performance économique enviable : croissance annuelle de son PIB de 6%. Mais, il n'existe aucune politique de redistribution des richesses produites aux plus démunis, c'est pourquoi le taux de pauvreté lui aussi s'accroît.

C'est donc dire que le Pérou est un pays de grandes inégalités sociales, résultat de plusieurs décennies de politiques néo-libérales. L'actuel Président Alan Garcia continue dans cette voie, avec en plus, une attitude populiste marquée. Sa politique vise surtout à soigner son « image » dans l'immédiat, par l'octroi de faveurs, surtout auprès des secteurs les plus conservateurs : l'entreprise privée, l'armée et certains membres du clergé, sans oublier l'ambassade américaine. La réorientation de la politique du gouvernement en faveur des plus pauvres, de même que les réformes (surtout la très attendue réforme fiscale, de même que la réforme du système juridique) qu'il avait annoncées au cours de sa campagne électorale au début de 2006, sont restées lettre morte. Rien d'étonnant de la part d'un ancien Président qui avait dû s'exiler, après avoir laissé le pays dans une situation sociale et économique catastrophique, lors de son premier mandat de 1985 à 1990.

Quelques données sur le Pérou

- Territoire : 1 285 220 km²
- Population : 27 219 000 (2005)
- Langues officielles : espagnol, quechua, aymara
- Revenu annuel par habitant : 2 610\$ US
- Population urbaine : 73%
- Production : cuivre, zinc, argent, or, fer, pétrole, gaz naturel, industrie de la pêche, textiles

Lourd héritage de la guerre civile et du régime de Fujimori

Il faut aussi se rappeler qu'un groupe de guérilla d'extrême gauche, le *Sentier Lumineux*, a semé la terreur durant plus de 10 ans au Pérou, à partir du début des années '80. Cette situation a favorisé l'avènement du régime autoritaire de Fujimori (1990-2000) qui, en plus de porter atteinte aux droits et libertés fondamentales, a procédé à des réformes néo-libérales brutales. Ces années de terreur et de violence ont laissé des séquelles profondes chez les proches des milliers de victimes.

Depuis 2000, avec la fuite de l'ex-président Alberto Fujimori, le pays s'est réengagé dans la voie démocratique. La transition amorcée a permis au pays d'initier son deuil face aux violences politiques des années 1980-2000. C'est la Commission de la vérité et de la réconciliation qui a eu pour mandat de clarifier les causes et conséquences du conflit armé interne qui a eu lieu entre mai 1980 et novembre 2000 (cependant la CVR n'avait pas le mandat de rendre justice aux victimes, cela demeure la responsabilité de l'État). Le Plan intégral de réparations nationales, adopté le 6 juillet 2006, a constitué un pas important vers une réparation effective pour les victimes. En 2007, on a accordé un budget de 45 millions de sols (environ 15 millions de \$) pour indemniser 420 communautés des départements touchés. Ces dernières pourront présenter des projets de développement communautaire jusqu'à concurrence de 100 mille sols chacun (environ 35 000\$). De même, le Ministère de l'éducation a produit les textes qui font mémoire de ces années de violence, et qui font état de toutes les réparations symboliques, monuments, musées, plaques commémoratives qu'on a inaugurés ces dernières années en mémoire des victimes. Nos partenaires CEAS, la Commission épiscopale d'action sociale, et IBC, Institut Bartolomé de las Casas, sont activement impliqués dans le suivi des travaux de la Commission de la vérité et de la réconciliation.

D'autre part, l'ex-Président Fujimori, arrêté au Chili en 2006, a finalement été extradé au Pérou à l'automne 2007 pour y subir son procès. Il est accusé de corruption et de violations graves des droits humains, alors qu'il était chef d'état. Certains craignent que le système juridique péruvien soit trop corrompu pour mener à bien un tel procès dans un climat d'impartialité. D'autres constatent avec inquiétude l'influence que certains partisans du clan Fujimori continuent d'avoir au sein du gouvernement actuel. Ce procès constituera donc aussi bien un test important du degré d'efficacité du système juridique, qu'une étape cruciale de la transition démocratique.

La décentralisation, un enjeu important pour la société civile

Le processus de décentralisation, c'est-à-dire le transfert aux régions de la gestion et de certaines fonctions du gouvernement central, est un processus crucial pour la démocratisation de l'État péruvien. Cependant, ce processus commencé en 2002 est fortement ralenti par l'absence de ressources pour ce volet dans le budget de 2007. Cette absence laisse voir le peu d'intérêt de l'actuel gouvernement pour la décentralisation.

Cependant, il s'agit d'un enjeu important pour la société civile. En effet, bien des ONG et des organisations de base, parmi lesquelles des partenaires de D&P, sont engagées dans des processus de

participation au pouvoir local, de lutte contre la corruption et de développement communautaire à l'échelle locale. Dans bien des régions, ils ont contribué à développer des budgets participatifs et plans de développement régional. Dans plusieurs endroits, ils ont aussi contribué à faire élire des leaders indépendants, qui représentent les organisations locales. Pour que ces plans et budgets se concrétisent et amènent une meilleure qualité de vie pour la population, il est essentiel que la décentralisation soit effective.

Intérêts miniers et conflits sociaux

Dans son dernier rapport en avril 2007, le Défenseur du peuple relevait quelques 76 différents conflits sociaux, en relation à des problématiques environnementales, sociales, territoriales ou de corruption des administrations publiques. Une forte proportion de ces conflits concerne le secteur minier. Les vastes richesses du sous-sol péruvien attirent en effet nombre de compagnies minières transnationales, dont des compagnies canadiennes, qui, souvent, veulent procéder à l'exploitation de ces mines sans consulter la population et sans respecter les normes environnementales de base. En général, ces compagnies jouissent du support des autorités gouvernementales, judiciaires et militaires, et il s'est avéré très ardu pour la population d'arriver à faire respecter ses droits. La population craint que ces exploitations minières qui enrichissent les actionnaires des compagnies, ne se fassent au détriment de leur environnement et de leur production agricole, sans en tirer eux-mêmes aucun bénéfice.

On se souviendra par exemple, de la longue lutte de la population de Tambogrande, dans le département de Piura, en 2002. La MAN, *Manhattan Minerals Corporation*, une compagnie minière canadienne, souhaitait y faire l'exploitation de riches mines d'or, de zinc, de cuivre et d'argent. Cependant, pour ce faire la MAN devait procéder au déplacement d'une partie de la population, détourner la rivière Piura, et détruire la production de citrons qui faisait la réputation de cette région. De plus, la MAN prévoyait l'installation d'un puits à ciel ouvert, avec tous les risques de contamination des cours d'eau, des sols et de la nappe phréatique que ce procédé comporte habituellement. La MAN n'a cessé de contester le processus de consultation populaire où pourtant, plus de 98% des participants ont rejeté le projet de la mine. La MAN a même accusé de « terroriste » l'organisation OXFAM qui avait financé le processus de consultation.

L'histoire se répète en 2007, avec les prétentions de la compagnie MAJAZ, une filiale de la compagnie britannique Monterrico Metals, qui réalise de la prospection, toujours dans le département de Piura, en vue de l'exploitation de mines de cuivre et de molybdène. Une telle activité constitue une menace environnementale, selon plusieurs groupes défenseurs de l'environnement, étant donné qu'elle signifie le déboisement d'une zone de jungle de biodiversité extrêmement riche tant de la faune que de la flore. De plus, le projet de Majaz constitue également une menace pour l'agriculture et l'élevage dans cette zone. Une consultation populaire réalisée en octobre 2007, supervisée par l'organisation *Transparencia*, montre clairement l'opposition de 93% de la population à ce projet. Malgré cela, le gouvernement ne veut pas reconnaître la validité de cette consultation.

Développement et Paix au Pérou

Développement et Paix appuie des projets et des partenaires au Pérou depuis sa fondation en 1967. Aujourd'hui, notre programme au Pérou vise les grands objectifs suivants :

- Le rétablissement du fonctionnement des institutions démocratiques
- La reconstruction du tissu des organisations sociales
- Le renforcement du pouvoir local et de la participation populaire.

Plus spécifiquement, face au modèle unique de développement en vigueur, et face à la situation de discrimination et d'exclusion sociale dont sont victimes de vastes secteurs de la population, notre programme adopte les orientations stratégiques suivantes :

- Chercher à mettre l'économie au service des personnes, spécialement des plus pauvres.

- Promouvoir l'accès de la population à des services de qualité en matière de santé, d'éducation, de justice et de sécurité.
- Incorporer la dimension d'égalité entre les genres, de même que la pluralité culturelle, dans les politiques de développement.
- Promouvoir la participation de la société civile à la formulation des politiques publiques et dans les mécanismes de planification et de gestion du développement.
- Promouvoir la concertation et la création d'alliances entre divers acteurs sociaux.
- Promouvoir les processus de surveillance efficace des politiques et administrations publiques

Construire un autre développement : des résultats probants

En voici quelques exemples :

a) Construction d'alternatives économiques.

Notre partenaire ADEC-ATC travaille avec de petits producteurs, des artisans et des paysans, leur apportant de la formation à la gestion et à l'organisation de réseaux, ce qui a permis de consolider leurs activités économiques. Par exemple, en 2006, ce fut le cas pour 400 producteurs de la chaussure des régions de Lima, Chimbote et Huancayo qui ont pu baisser leur coût de production par une politique d'achat collectif des intrants (cuirs, colles, semelles et finitions), et ainsi améliorer leurs revenus. De même, quelques 456 producteurs agricoles de Huancayo ont pu améliorer leur production de pommes de terre, de lait, de fleurs, de cochons d'Inde et de truites. Pour toutes ces familles, comme pour les femmes des huit clubs de mères encadrés par PAIDE à Ayacucho, qui ont pu mener à bien leur élevage de poulets et de cochons d'Inde, ainsi que la culture de 106 jardins familiaux, cela signifie un meilleur revenu et la sécurité alimentaire.

b) Développement de l'accès à l'information pour influencer les politiques publiques

De son côté, en 2006, la CEAS a pu réaliser des ateliers d'information et de formation avec 80 agents de Pastorale de 26 localités, concernant le diagnostic environnemental national en relation à la pauvreté et au développement dans le pays. Mentionnons particulièrement six thèmes d'intérêts abordés au cours de ces rencontres : l'eau, les forêts, l'air, les sols, la biodiversité et les industries minières. D'autres ateliers ont touché quelques 425 leaders sociaux, et ont abordé la politique agricole nationale et les traités de libre-échange. Ces formations permettent aux organisations de base de comprendre les grands enjeux du pays et de leur région respective, pour ensuite tenter d'influencer les politiques qui les affectent tant à l'échelle locale que nationale.

c) Soutenir la participation citoyenne

Par exemple, en 2005, grâce au travail d'ADEC-ATC, le plan stratégique pour le développement économique du district d'Ate (Lima) a été élaboré avec le concours de représentants de toutes les organisations participantes à la Table de concertation créée à cet effet. D'autre part, en 2006, MANTHOC, une organisation de jeunes, a participé à l'implantation du budget participatif municipal pour les enfants et les adolescents, dans le district de San Juan de Miraflores (Lima).

Les partenaires de D&P au Pérou

[ADEC-ATC](#)

Association

travail

et

ONG assurant la formation et l'assistance technique/consultation dans les domaines du droit et de l'économie du travail. Rejoignant

culture des clientèles fort diversifiées, cette ONG compte aussi des volets de recherche et communication.

[CEAS](#)
Commission épiscopale d'action sociale Cette organisation nationale de pastorale sociale travaille avec les victimes de la violence politique, appuie des projets visant l'amélioration des conditions de vie en plus d'organiser des campagnes d'éducation relativement aux droits humains.

CEPRODETH
Centre de promotion et de développement des travailleuses domestiques Cette organisation regroupe les travailleuses domestiques (souvent des fillettes et jeunes adolescentes) afin de leur permettre de défendre leurs droits, particulièrement en cas de violence et d'agression, de même que d'accéder à de meilleurs salaires et conditions d'emplois.

CICCA
Centre de recherche et de formation paysanne Basée dans la province d'Abancay dans les Andes, cette ONG appuie les initiatives rurales de production agricole et d'élevage, en stimulant l'organisation et la formation et en offrant une assistance technique.

[CNR](#)
Coordination nationale de radios communautaires Fondé en 1978, ce réseau de radios communautaires a pour mission la promotion d'expériences de communication orientées vers le dialogue, en offrant formation et soutien technique aux organisations populaires, aux communautés et aux institutions publiques.

[GRESP](#)
Groupe réseau d'économie solidaire du Pérou. Réseau formé de 26 membres au niveau national, regroupant aussi bien des organisations que des personnalités, et dont le mandat est de faire la promotion de l'économie sociale ainsi que d'encourager la responsabilisation citoyenne.

[IBC](#)
Institut Bartolomé de las Casas ONG nationale qui a pour mission d'appuyer les initiatives de groupes locaux, surtout autochtones, dans les volets de formation, de sensibilisation, de recherche et de communication concernant le développement humain.

[FEMOCCPALM](#)
Fédération des femmes organisées en centrales de cuisines populaires, de la région de Lima et Callao, dont le mandat comporte, en plus de la production et distribution de repas chauds pour les enfants, la promotion de politiques sociales justes.

[LABOR](#)-Centro de cultura popular Son nom signifie « travail » en espagnol. ONG régionale située dans les régions andines de Cerro de Pasco. Cette organisation concentre son travail sur les thématiques de genre et famille, écologie et développement, culture et communication, principalement en milieu autochtone.

[MANTHOC](#)
Organisation de jeunes, enfants et adolescents, au niveau national qui s'occupe de questions relatives à la reconnaissance et défense des droits des jeunes travailleurs

PAIDE Ce réseau national d'organisations de la société civile travaille à la

Programme alternatif de construction d'alternatives économiques. Il assure également la recherche et de communication et la mobilisation des membres, tout en contribuant au développement à l'éducation et la vigilance citoyenne.